

*Pouvoir d'emprunt*

Les Canadiens sont inquiets car, d'après le ministre, la seule chose qui empêche le pays d'avancer, c'est le projet de loi C-139, et l'adoption de cette mesure fiscale, qui augmente les impôts dans une assez forte proportion, va permettre, Dieu sait par quel miracle, de régler tout le problème de l'emprunt. C'est insensé.

Quant l'économie stagne et que les entreprises sont au point mort, comment pouvez-vous espérer les relancer en augmentant de 12.5 p. 100 l'impôt des petites entreprises, en réduisant la déduction pour amortissement de 50 p. 100 pour la première année et en limitant la déduction de l'intérêt sur les nouvelles immobilisations? Comment pouvez-vous vous attendre à ce qu'une entreprise veuille aller de l'avant et prendre de l'expansion face à ce projet de loi C-139, la mesure la plus destructrice, la plus décourageante qui soit, et aussi la plus nuisible pour l'esprit d'entreprise, la croissance économique ou les affaires? Et pourtant, le ministre raconte que l'économie privée est le moteur de la croissance économique et il nous demande de lui faire confiance.

Le ministre nous a menés en bateau, mais nous nous retrouvons au milieu de sables mouvants. Parlons un peu des sables mouvants où il nous a entraînés.

Premièrement, cette mesure d'emprunt va détruire la confiance. De toute évidence, le gouvernement nous demande d'autoriser des emprunts sans doute illimités, car ces 19 milliards ne lui suffiront, dit-il, que jusqu'à l'été. Le ministre nous demande d'approuver des emprunts de près de un milliard de dollars par semaine d'ici la fin juin. A l'entendre, cela nous donnera confiance pour bâtir notre pays, pour le faire prospérer.

Il prétend aussi que cela ne privera pas d'argent l'entreprise privée. Voyons un peu. Cette année, les épargnes personnelles s'élèvent à environ 31 milliards par an. Il ne s'agit pas de 19 milliards d'ici la fin juin, mais bien de 31 milliards pour l'ensemble de l'année. L'épargne personnelle sera loin d'atteindre d'ici la fin juin la somme dont le gouvernement a besoin.

Certaines économies réalisées par les entreprises en raison de la dépression dans le domaine des affaires ont récemment contribué à faciliter la tâche du gouvernement. Des activités ont cessé; des stocks ont été réduits. Des économies ont donc été réalisées par suite du ralentissement des affaires au Canada. Toutefois, cette situation ne persistera probablement pas. De fait, si elle persiste et si le monde des affaires continue à accuser des économies nettes, qu'advient-il de l'emploi et de l'embauche au Canada?

Ce projet de loi et les besoins d'emprunt du gouvernement ajoutés à ceux des gouvernements de toutes les provinces—et je rappelle à la Chambre que même l'Alberta, qui auparavant réalisait d'énormes surplus, cherche actuellement à emprunter—vont supplanter les entreprises et les particuliers qui voudront emprunter pour prendre de l'expansion, pour construire des maisons et des usines et créer des emplois. Ce projet de loi s'approprie presque toutes les économies réalisées au Canada pour financer les activités du gouvernement. Si au moins le gouvernement utilisait ces fonds de façon productive, mais nous savons tous que le gouvernement actuel est en réalité un consommateur vorace, qui dépense beaucoup aux fins de la consommation au lieu de créer des capitaux, d'entreprendre de nouveaux travaux, de construire de nouveaux immeubles et ainsi de suite. Le gouvernement s'empare des économies réalisées au Canada et les dépense à des fins de consommation. Si

nous l'autorisons à agir ainsi, nous ne parviendrons pas à nous tirer de la dépression. Je parle de dépression et non de récession, parce que telle est la situation actuelle. Le gouvernement n'a pas su mettre sur pied le moindre programme ni donner des directives pour améliorer la situation, ni nous laisser une lueur d'espoir et nous redonner confiance en l'avenir.

• (1200)

D'aucuns prétendent que les dépenses et les emprunts du gouvernement vont stimuler l'économie. Je rappelle à la chambre que lorsque le premier ministre (M. Trudeau) a été porté au pouvoir pour la première fois en 1968, le gouvernement accusait un déficit de 497 millions. Il y avait 358,000 chômeurs. Le ministre a déclaré aujourd'hui que son déficit cette année sera de l'ordre de 27.5 milliards ou de 27,500 millions. Il y a actuellement 1.6 ou 1.7 million de chômeurs. Combien y-a-t-il de Canadiens découragés qui en réalité ne travaillent plus? Combien participent à des programmes de travail partagé ou de formation? Ces gens ne travaillent pas non plus. Par conséquent, quel est en réalité le nombre de nos chômeurs? Entre deux millions et deux millions et demi peut-être? Le gouvernement dit qu'il y a 1.6 million de chômeurs, mais quel est donc le chiffre véritable?

Les emprunts du gouvernement ont-ils contribué le moins à stimuler l'économie? La réponse est non! En fait, ils ont plutôt grandement contribué à détruire le marché de l'emploi et à anéantir les espoirs et les rêves des Canadiens.

N'oublions pas qu'il faut payer de l'intérêt sur l'argent emprunté. Si l'on emprunte cinq milliards de dollars à 12 p. 100 d'intérêt, ce sont 10 milliards de dollars qu'on devra rembourser en cinq ans. Comme le gouvernement demande par ce projet de loi à emprunter 19 milliards de dollars, ce sont 38 milliards de dollars qu'il nous faudra rembourser en cinq ans, si toutefois nous on arrivons à le faire en cinq ans. Autrement, le montant à rembourser doublera dans les cinq années qui suivront, et à nouveau dans les cinq autres années, et ainsi de suite de cinq ans en cinq ans. Voilà dans quoi le gouvernement s'embarque en présentant l'un après l'autre des projets de loi portant pouvoir d'emprunt.

Maintenant, le gouvernement présente des projets de loi portant pouvoir d'emprunt sans nous fournir de prévisions. On ne nous donne pas de prévisions, car, si le gouvernement prévoyait les emprunts qu'il devra faire à l'avenir et l'intérêt qu'il devra payer à cet égard sans pouvoir jamais tout rembourser, les Canadiens exigeraient qu'il démissionne. Les Canadiens vont se réveiller et ils vont se débarrasser du gouvernement. Nous devons renvoyer ce gouvernement, car il a détruit notre système. Il a détruit notre secteur des affaires et a anéanti les espoirs et les rêves de nombreux Canadiens. Il est maintenant en train de démolir notre système financier. Notre système financier ne peut absolument pas absorber la dette que le gouvernement nous demande d'approuver.

On nous demande souvent ce que nous ferions si nous étions au gouvernement.

**M. Cosgrove:** Nous le savons! C'est pourquoi vous n'y êtes plus.

**M. Malone:** Ah! Taisez-vous Cosgrove!